

Brochure n° 3193

Convention collective nationale  
**BÂTIMENT**  
IDCC : 1596. – **Ouvriers**  
**(Entreprises occupant jusqu'à 10 salariés)**

---

Brochure n° 3258

Convention collective nationale  
**BÂTIMENT**  
IDCC : 1597. – **Ouvriers**  
**(Entreprises occupant plus de 10 salariés)**

---

ACCORD DU 28 MARS 2019  
RELATIF AUX INDEMNITÉS DE PETITS DÉPLACEMENTS AU 1<sup>ER</sup> JUILLET 2019  
(NOUVELLE-AQUITAINE)  
NOR : ASET1950740M  
IDCC : 1596,1597

---

Entre :  
FFB Aquitaine ;  
FSCOP Aquitaine,  
D'une part, et  
CFDT Aquitaine ;  
UR FO BTP ;  
BATIMAT-TP CFTC Nouvelle-Aquitaine ;  
UFIC UNSA Nouvelle-Aquitaine,  
D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

En application de l'article 1.31 de la convention collective nationale des ouvriers du bâtiment, en date du 8 octobre 1990 concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 et les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont déterminé le montant des indemnités de petits déplacements des ouvriers du bâtiment de la région Nouvelle-Aquitaine applicables à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2019.

Compte tenu de la réforme territoriale engagée au niveau institutionnel <sup>(1)</sup>, les parties conviennent de déterminer les barèmes des salaires minimaux des ouvriers du bâtiment dans le périmètre géographique des nouvelles régions, avec un objectif de convergence au 1<sup>er</sup> mai 2020.

## Article 2

Pour la région Nouvelle-Aquitaine, les parties signataires du présent accord, ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des ouvriers du bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après :

Pour les départements de la Dordogne (24), de la Gironde (33), des Landes (40), du Lot-et-Garonne (47), des Pyrénées-Atlantiques (64), à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2019

(En euros.)

ZONE	INDEMNITÉ de repas	INDEMNITÉ de trajet	INDEMNITÉ de transport
Sous-zone 1A	10,00	0,72	0,85
Sous-zone 1B		1,62	2,23
Zone 2		3,33	4,85
Zone 3		4,52	7,89
Zone 4		5,91	10,75
Zone 5		7,42	13,91

Pour les départements de la Creuse (23), de la Corrèze (19), de la Haute-Vienne (87), à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2019

(En euros.)

ZONE	INDEMNITÉ de repas	INDEMNITÉ de trajet	INDEMNITÉ de transport
Sous-zone 1A	10,50	0,72	0,85
Sous-zone 1B		1,62	1,91
Zone 2		3,33	4,85
Zone 3		4,74	8,05
Zone 4		6,16	11,30
Zone 5		7,61	14,52

Pour les départements de la Charente (16), de la Charente-Maritime (17), les Deux-Sèvres (79), la Vienne (86), à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2019

(En euros.)

ZONE	INDEMNITÉ de repas	INDEMNITÉ de trajet	INDEMNITÉ de transport
Sous-zone 1A	10,00	0,72	0,85
Sous-zone 1B		1,37	1,91
Zone 2		2,77	4,05

(1) Loi n° 2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des régions, puis loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe).

ZONE	INDEMNITÉ de repas	INDEMNITÉ de trajet	INDEMNITÉ de transport
Zone 3	10,00	4,18	6,54
Zone 4		5,56	9,33
Zone 5		7,15	12,29

### **Article 3**

Conformément aux articles L. 2231-6 et D. 2231-2 du code du travail, le présent accord sera adressé à la direction générale du travail (DGT), dépôt des accords collectifs à Paris 15<sup>e</sup>, et un exemplaire sera remis au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Bordeaux.

### **Article 4**

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

Fait à Bordeaux, le 28 mars 2019.

(Suivent les signatures.)